

Print

Arabie Saoudite, un royaume en plein désarroi, en pleine convulsion

De [René Naba](#)

Global Research, janvier 28, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/arabie-saoudite-un-royaume-en-plein-desarroi-en-pleine-convulsion/5427805>

Sur fond de désarroi et de désespérance, en pleine convulsion

Sixième Roi d'Arabie, Abdallah Ben Abdel Aziz, décédé jeudi à 90 ans des suites d'une lourde pathologie, laisse un Royaume en plein désarroi, en pleine convulsion, sur fond d'une guerre de succession entre les deux principaux clans de la dynastie wahhabite (le clan Sideiry et le clan Al shammar), sur fond d'une désespérance de sa jeunesse face aux taux élevé d'un chômage persistant, à l'arrière plan d'un bras de fer énergétique avec les États Unis d'Amérique visant à assécher les petits producteurs de pétrole de schiste, alors que les deux pays qui ont longtemps fait office de sas de sécurité du royaume, le Yémen, dans la décennie 1960 contre Nasser et

l'Irak, dans la décennie 1980 contre Saddam Hussein, échappe désormais au contrôle sunnite au bénéfice des chiïtes, les rivaux historiques des sunnites dont la dynastie se veut le fer de lance au niveau du Monde arabo-musulman.

Sans doute l'effet du hasard, qui n'en est pas moins révélateur, l'annonce du décès du Roi a été annoncée, alors que le Yémen plongeait dans le chaos à la suite de la démission collective du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi de son gouvernement, sous les coups de butoir de la milice chiïte Ansar Allah et que Riyad se hâtait de dresser un mur de 900 kilomètres à sa frontière avec l'Irak pour se protéger d'une invasion par les djihadistes de l'état islamique autoproclamé.

Abdallah est le monarque qui aura exercé le plus long règne au sein de la dynastie, d'abord en tant que prince héritier et chef de la garde nationale, régentant le royaume en suppléance de son frère Fahd atteint d'une lourde pathologie, (1995-2005), puis en tant que souverain (2005-2015), soit vingt ans. A l'instar de son prédécesseur, l'homme aura présidé aux destinées du Royaume, lourdement handicapé par la maladie (une double pontage coronarien, doublé de troubles dorsaux et d'un cancer au larynx), à une période charnière de l'histoire du Moyen Orient, marquée notamment par l'invasion US de l'Irak (2003) et la guerre de Syrie (2011), dix ans plus tard, deux pays se réclamant de l'idéologie laïque baasiste, dont la destruction, le premier l'Irak, a servi de matrice à l'ossature militaire de l'état islamique et le second, la Syrie, à la prolifération du djihadisme dégénérateur erratique.

La construction de la « Grande Muraille » saoudienne a été décidée pour se prémunir précisément du chaos que le Royaume, en partenariat avec les autres pétromonarchies et leurs alliés occidentaux du pacte atlantiste ont infligé aux deux pays se réclamant de l'idéologie laïque baasiste. Le mur se composerait d'un mur et d'un fossé destinés à protéger le royaume wahhabite des rebelles de l'organisation État islamique qui contrôlent « une grande partie de la zone du côté irakien de la frontière » et lorgnent « la conquête ultime de l'Arabie Saoudite, qui renferme les deux mosquées saintes de La Mecque et Médine, leur objectif essentiel.

Salman, nouveau représentant du clan Sideiry au sein du pouvoir

En application des prescriptions du Roi, Salman, représentant du clan Sideiry, lui a succédé à la tête du Royaume. Agé de 79 ans, prince héritier qu'il cumulait avec celui de ministre de la Défense, cet ancien gouverneur de la province de Riyad pendant 48 ans, un faucon dans la pure tradition wahhabite passe pour

avoir supervisé la ventilation des « dons » privés versés tant aux moudjahidines afghans lors de la guerre anti soviétique d'Afghanistan, dans la décennie 1980, qu'aux prédicateurs salafistes lors de la guerre de Syrie, dans la décennie 2010.

Souffrant de déficience mémorielle, le terme d'Alzheimer a été prononcé, Salman sera secondé par le prince Moqren, ancien gouverneur de la province de Médine.

Ancien chef du renseignement saoudien et proche d'Abdallah, Moqren, le nouveau prince héritier, semble avoir pour tâche de débayer la voie à la venue au pouvoir du premier roi de la troisième génération en la personne de Mout'eab Ibn Abdallah, 62 ans, le propre fils du roi défunt, déjà en place en sa qualité de chef de la garde nationale saoudienne, la garde prétorienne du régime composée de guerriers recrutés dans les tribus du Royaume.

Acteur-clé au Moyen-Orient et premier exportateur mondial de pétrole brut, le Roi Abdallah, prudent et prévoyant, a ainsi placé son fils aîné, Mout'eb au poste stratégique de deuxième vice-président du conseil, scellant l'ordre de succession au bénéfice de son fils, sans possibilité d'en modifier l'ordre de succession. Son deuxième fils, Mecha'al, a été nommé gouverneur de la région de la Mecque, la capitale religieuse du royaume et son 3ème fils, Turki, gouverneur de Riyad, sa capitale politique et financière. La fratrie Abdallah conserve dans son giron la « Garde Nationale », traditionnelle contrepoids aux forces régulières.

Ultime cadeau d'un roi octogénaire en phase crépusculaire de son règne, le Roi Abdallah (88 ans) a couplé cette démarche en impulsant une refonte de l'archaïque système éducatif saoudien, si préjudiciable à l'image du Royaume, à l'image de l'Islam et à la stratégie de ses alliés du bloc atlantiste. Fait sans précédent dans les annales du Royaume, une dame, Haya Al Sahmary, a été nommée à une fonction d'autorité au sein de la haute administration saoudienne, à la direction de la formation, en tandem avec le Prince Khaled Ben Fayçal, le fils du défunt Roi Fayçal, au poste de ministre de l'éducation, avec à la clé un budget de plusieurs milliards de dollars pour mener à bien cette opération.

Dans la foulée, Abdallah a discrètement évacué de la scène publique, le Mufti As Cheikh, un authentique représentant de la fratrie de Mohamad Abdel Wahhab, le fondateur du Wahhabisme, au profit d'un dignitaire moins rigide.

Sous couvert de guerre contre le terrorisme, l'Arabie saoudite a par ailleurs opéré un rapprochement tangible avec Israël, criminalisant la confrérie des Frères Musulmans, renouant avec Mahmoud Abbas, dans une tentative de renflouement de la question palestinienne, la grande oubliée du « printemps arabe », en vue d'accompagner le règlement du conflit israélo-arabe selon un schéma américain conférant un statut minoré au futur état palestinien.

Au-delà des rivalités de voisinage et des conflits de préséance, la diabolisation des Frères Musulmans, la matrice originelle d'Al Qaida et de ses organisations dérivées, apparaît ainsi comme une grande opération de blanchissement des turpitudes saoudiennes et de dédouanement de la dynastie à son soutien à la nébuleuse du djihadisme erratique depuis son apparition dans la décennie 1980 lors de la guerre anti soviétique d'Afghanistan. Un parrainage qui a valu à l'Irak d'assumer, par substitution, la fonction de victime sacrificielle d'un jeu de billard à trois bandes, en 2003, en compensation au châtement de l'Arabe saoudite pour sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 contre les symboles de l'hyperpuissance usaméricaine.

Soldant sans état d'âme l'ère Bandar, l'ancien patron de la nébuleuse islamiste, la dynastie wahhabite pense avoir signifié aux rivaux du Royaume, dans l'ordre subliminal, sur fond de négociations irano américaines sur le nucléaire iranien, la permanence et la solidité du Pacte de Quincy, en dépit des fritures dans les relations entre le meilleur allié des États Unis dans le Monde arabe et le protecteur d'Israël ; en dépit des tentatives de rapprochement des États-Unis d'Amérique avec l'Iran, l'ancien super gendarme du Golfe du temps de Chah et désormais la bête noire de la dynastie wahhabite.

L'Arabie saoudite, le grand vaincu de la guerre de Syrie, au même titre que la France

Au delà des propos *postmortem* de circonstance vantant les qualités du défunt roi, « défenseur de la paix » (Stephen Harper-Canada), « grand homme d'état dont l'action a profondément marqué l'histoire de son pays » (François Hollande-France), « dirigeant sincère et courageux » (Barack Obama- États Unis d'Amérique), l'Arabie saoudite passera dans les annales de la décennie 2010 comme le grand vaincu de la guerre de Syrie, au même titre que la France, dont les dérapages se sont répercutés sur son national par de sanglants attentats terroristes (Mohamad Merah 2012, Mehdi Nemmouche 2014, les frères Kouachi (contre Charlie Hebdo en 2015).

Le Gardien des Lieux Saints de l'Islam a certes financé la promotion de l'Islam à travers le monde, mais son prosélytisme religieux tous azimut s'est souvent confondu avec une instrumentalisation politique de la religion comme arme de combat contre les ennemis de l'Amérique, notamment l'athéisme communiste, au détriment des intérêts stratégiques du Monde arabe.

Le chef de file de l'Islam sunnite a porté le fer aux quatre coins de la planète pour le compte de son protecteur américain, mais le bailleur de fonds des équipées militaires américaines dans le tiers monde -de l'Afghanistan au Nicaragua, à l'Irak et à la Syrie- n'est jamais parvenu à libérer l'unique Haut Lieu Saint de l'Islam sous occupation étrangère, la Mosquée d'al Aqsa de Jérusalem, au point que son leadership est désormais

conurrencé par le nouveau venu sur la scène diplomatique régionale la Turquie et sa posture néo ottomane.

Le protégé de l'Amérique, auteur de deux plans de paix pour le proche orient, n'a jamais réussi à faire entériner par son protecteur américain et son partenaire israélien les propositions visant à régler le conflit israélo palestinien, ni à prévenir l'annexion rampante de Jérusalem, ni la judaïsation de la 3eme ville sainte de l'Islam, pas plus qu'il n'a pu éviter le basculement des grandes capitales arabes hors de la sphère sunnite, dans le giron adverse : Jérusalem sous occupation israélienne, Damas sous contrôle alaouite et Bagdad enfin sous partage kurdo Chiite.

Le plus riche pays arabe, membre de plein droit du G20, le directoire financier de la planète, a dilapidé une part de sa fortune à d'extravagantes réalisations de prestige et à la satisfaction d'in vraisemblables caprices de prince, sans jamais songé à affecter sa puissance financière au redressement économique arabe ou au renforcement de son potentiel militaire, bridant au passage toute contestation, entraînant dans son sillage le monde arabe vers sa vassalisation à l'ordre américain.

La dynastie wahhabite, détournant les Arabes et les Musulmans de leur principal champ de bataille, la Palestine, dans de furieux combats en Afghanistan, n'a jamais tiré un coup de feu contre Israël, au point que le meilleur allié arabe des Etats Unis d'Amérique apparaît, rétrospectivement, comme le principal bénéficiaire des coups de butoir israélien contre le noyau dur du monde arabe, et Israël, comme le meilleur allié objectif de la monarchie saoudienne.

Ce royaume quasi centenaire est par excellence un pays de passe droit, gouverné par six monarques (Abdel Aziz, Saoud, Faysal, Khaled, Fahd, Abdallah). Mais, à une période charnière de l'histoire du monde arabe, à l'ère de l'optronique, de la balistique, du combat disséminé et de la furtivité de basse tension, aucun des six monarques n'était détenteur d'un diplôme universitaire, tous formatés dans le même moule de la formation bédouine et de l'école coranique, à l'instar des autres pétromonarchies gérontocratiques du Golfe, soit le tiers des membres de la Ligue arabe et les deux tiers de la richesse nationale arabe, alors que la théocratie voisine iranienne a, d'ores et déjà, accédé au statut de puissance du seuil nucléaire.

Malgré les turbulences, la famille Al Saoud a réussi à sauvegarder son trône, mais plongé la zone dans une sinistrose quand Israël sinistrait la zone.

Une illustration caricaturale de la réalité paralytique arabe.

Le roi est nu, la monarchie saoudienne sur la défensive : La dynastie wahhabite, maître d'œuvre sous l'égide américaine de l'islamisme politique, apparaît rétrospectivement, au regard de l'histoire, au même titre que le colonel Mouammar al Kadhafi de Libye comme l'un des principaux fossoyeurs du nationalisme arabe et de la soumission du monde arabe à l'ordre américain.

90 ans après la constitution du royaume, le bilan est sans ambiguïté et ne souffre aucune circonstance atténuante à en juger par la décomposition du monde arabe, sa mise sous tutelle américaine avec le déploiement d'une demi douzaine de bases militaires dans l'espace arabe (Arabie saoudite, Bahreïn, Jordanie, Koweït, Oman, Qatar), la subversion meurtrière qui secoue périodiquement le Royaume, les dérives de ses anciens sujets dont le plus illustre disciple n'est autre que l'animateur de la plus importante organisation clandestine trans-nationale de l'intégrisme musulman, Oussama Ben Laden, auparavant serviteur dévoué de la politique saoudo usaméricaine dans la sphère musulmane.

Plus grave, allié inconditionnel et résolu des Etats-Unis d'Amérique, le bailleur de fonds de toutes ses équipées dans la zone, même au delà en Amérique Latine et en Afrique, hors de la sphère de la sécurité nationale arabe, l'Arabie Saoudite aura été de surcroît la caution morale et politique du principal partenaire stratégique du principal ennemi des Arabes, Israël, le propagateur zélé d'une politique qui a abouti, paradoxalement, à la judaïsation rampante de la quasi totalité de l'ancien territoire de la Palestine du mandat britannique en contradiction avec les vœux d'un des plus éminents monarques saoudiens, le Roi Fayçal, assassiné en 1975, avant de réaliser son souhait de prier à la Mosquée libérée d'Al-Aqsa de Jérusalem.

Plus que tout autre, l'Arabie Saoudite aura illustré jusqu'à la caricature la réalité paralytique arabe dont elle assume une lourde part de responsabilité avec un monarque (le Roi Fahd) hémiplégique pendant une décennie de 1995 jusqu'à sa mort en 2005, à la mobilité réduite, à la lucidité aléatoire, sous assistance sanitaire permanente animée par une cohorte de médecins, régnant sur un pays clé de l'échiquier régional à un moment charnière du basculement géostratégique planétaire avec la collusion frontale de l'hyper puissance américaine avec les deux plus importants foyers de percussion de la stratégie régionale saoudienne, l'Afghanistan et l'Irak, les deux anciens alliés de l'axe saoudo-usaméricain.

Un scénario identique s'est reproduit quinze ans plus tard, en 2009, avec le prince héritier le prince Sultan Ben Abdel Aziz, désertant son poste de ministre de la défense et le royaume pour une convalescence prolongée au Maroc de plus d'un an exerçant ses lourdes responsabilités de prince héritier, vice premier ministre, ministre de la défense et inspecteur général des forces armées royales, de manière fantomatique dans une zone particulièrement tourmentée en plein bras de fer usaméricano iranien sur le dossier nucléaire iranien.

L'Arabie avait tout pourtant pour être heureuse et son bilan se promettait radieux : Deux incomparables atouts naturels, La Mecque et Médine, les deux Hauts Lieux saints de l'Islam, référence spirituelle absolue d'une communauté de croyants de 1,5 milliards de fidèles de la deuxième religion du monde par son importance, le

pétrole, moteur de l'économie internationale dont elle détient le principal gisement énergétique du monde, une immense superficie qui fait de ce pays de 2,5 millions de km², un quasi-continent de taille comparable à l'Europe occidentale (France Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), une faible densité démographique (20 millions d'habitants), enfin, dernier et non le moindre atout : le bouclier américain mis en place par le Pacte de Quincy, dissuasif contre toute remise en cause interne, toute intervention étrangère, toute critique internationale.

A l'ombre des drones et des Awacs étasuniens, les avions radars électronique à long rayon d'action dont l'Arabie était le seul pays au monde à en abriter hors du territoire des Etats-Unis d'Amérique, le Royaume wahhabite pouvait prospérer sans limite, dans une quiétude que n'altéraient ni la réclusion féminine, jugée outrageusement scandaleuse partout ailleurs dans le monde, ni la ségrégation raciale ou religieuse, ni les abus de domesticité, qui alimentaient les chroniques mondaines de la presse occidentale avide de scandales, ni les vexations répétitives d'une institution unique au monde, la redoutable police religieuse (Al-Moutawa'a), aussi puissante que sectaire.

En toute impunité, le souverain pouvait à loisir se livrer à d'invraisemblables passe-droits criminels tel l'enlèvement du plus célèbre opposant saoudien, Nasser Al-Saïd, mystérieusement disparu en 1979 à Beyrouth. L'opposition anti-monarchique soutiendra que l'homme réfugié à Beyrouth a été enlevé par les services saoudiens avec l'aide de groupements palestiniens à la faveur de l'anarchie ambiante régnant dans la capitale libanaise en pleine guerre inter factionnelle, embarqué de force à bord d'un avion militaire saoudien et jeté par dessus bord au dessus du désert saoudien. Si l'opposition saoudienne n'a jamais pu fonder de manière formelle cette accusation, force est toutefois de convenir que nul, depuis 26 ans, n'a pu retrouver sa trace.

Pays rigoriste, l'Arabie a fait du Coran, son arme absolue et du prosélytisme religieux son vecteur d'influence diplomatique, véritable rente de situation stérilisant tout débat interne, au point que le pays aura sombré pendant un demi siècle dans le « degré zéro de la culture ». Le Royaume a ainsi consacré durant la décennie 1980-1990 près d'un milliard de dollars à l'entretien de trente mille (30.000) lieux de culte et aux quatre vingt dix (90) universités théologiques et facultés théologiques, record mondial absolu par rapport à sa densité démographique, faisant du pays un fief intégriste. Un des temps forts du rituel diplomatique de la dynastie wahhabite, le pèlerinage de la Mecque, vaste rassemblement humain annuel de près de deux millions de personnes, constituait le moment idéal pour les dignitaires saoudiens de déployer des trésors de générosité au service de la Foi, pour d'incommensurables retombées politiques au bénéfice du Roi. Sur le plan profane, le pèlerinage de Riyad constituait pour les dirigeants occidentaux un rituel comparable par son importance au pèlerinage de la Mecque pour les Musulmans. En plus lucratif.

L'Arabie Saoudite qui aura effectivement fertilisé son désert, se dotera, à la faveur du boom pétrolier générateur de « pétrodollars », dotée d'infrastructures sans rapport avec les besoins réels du pays, à la grande satisfaction des quémandeurs de toute sorte, dans une politique dilapidatrice relevant tout à la fois de l'ostentation, du clientélisme politique et de la corruption. A croire que les lourds investissements, notamment dans le domaine militaire, n'étaient stimulés parfois, non pas tant par les impératifs de sécurité, mais par la perspective alléchante des commissions et rétro commissions. A l'indice mondial de la corruption, l'Arabie Saoudite se situait hors classement. A croire que les surfacturations tenaient lieu de « police d'assurance tous risques » contre d'éventuelles tentatives de déstabilisation, de rétribution déguisée pour un zélé protecteur, une sorte de mercenariat officieux avant terme.

Dans la foulée de la première guerre contre l'Irak, l'Arabie a ainsi consacré en 1992 et 1993, vingt neuf milliards de dollars pour sa défense contre 26,5 milliards à l'éducation nationale, une somme équivalent, compte tenu de sa faible densité démographique (12,3 millions de nationaux) et de la faiblesse numérique de ses forces armées (200.000 entre armée régulière et garde nationale), à une dépense moyenne de 75 millions dollars par an pour chaque militaire, et, à l'échelle du pays, un million de dollars par an par habitant, proportion inégalée partout ailleurs dans le monde. Gigantisme et morgue vont de pair dans le royaume, dans ce qui apparaît comme une sorte de démarche de compensation face à une abdication de souveraineté envers les Américains.

Au delà des apparences, le Royaume, jamais colonisé, constitue, en fait, une grande prison dorée pour une dynastie à la marge de manœuvre réduite envers ses tuteurs américains et pour une population en état de crainte révérencieuse envers ses vigiles wahhabites, grands dispensateurs des bienfaits au Royaume. Unique entreprise familiale au monde à siéger aux Nations Unies, la dynastie wahhabite aura versé dans toutes les licences cautionnant au passage de stupéfiants trafics, allant même, du moins certains des membres de l'entourage royal comme ce fut le cas dans le narcotrafic saoudien en France, jusqu'à réquisitionner des appareils de la flotte aérienne royale pour le transport de la drogue colombienne. Un trafic rocambolesque qui paraît quelque peu en décalage avec les enseignements rigoristes que le pouvoir saoudien dispense et qui explique une part de son discrédit.

Anomalie exorbitante, à l'origine du divorce entre la dynastie wahhabite et son ancien serviteur, Oussama Ben Laden, la présence des troupes américaines sur le sol du royaume, ainsi que les dérives mercantiles que la contribution militaire occidentale a donné lieu lors de la première guerre du Golfe, consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak (Août 1990-Janvier 1991). Au faite de sa gloire, Oussama Ben Laden avait proposé au Roi Fahd d'Arabie de buter les Irakiens hors du Koweït avec le seul concours des Moudjahidine, mais la proposition du vainqueur de l'Armée Rouge en Afghanistan a été accueillie sans enthousiasme par les

dirigeants saoudiens effrayés qu'ils étaient qu'un de leurs sujets disposa de la capacité de lever des troupes d'une telle importance pour combattre l'Irak, à l'époque au sommet de sa puissance.

Le Roi Fahd a décliné l'offre de Ben Laden, lui préférant une proposition US plus coûteuse et contraignante à terme, mais qui avait l'appréciable avantage de sauver la face des Saoudiens dans la mesure où la présence des troupes occidentales avaient aussi pour fonction de masquer l'impéritie et la corruption de l'armée saoudienne en présentant la guerre contre l'Irak comme une opération de police internationale menée par une coalition avec la caution des Nations Unies. Mais, par un effet de pendule, la présence massive de près de cinq cent mille (500 000) soldats occidentaux sur le sol saoudien, dont soixante mille soldats US de confession juive, à proximité des Lieux Saints de l'Islam, fait sans précédent dans l'histoire, a été perçue par une large fraction de la population arabe et musulmane comme une profanation d'un sanctuaire dont la dynastie wahhabite a en principe le devoir de garde et de protection.

Elle a été ressentie aussi comme la marque de la collusion du « Gardien des Lieux Saints » avec les oppresseurs des Musulmans et servi de justificatif à la rupture de bon nombre de formations islamistes avec le Royaume saoudien, leur bailleur de fonds. Pour prix du concours américain, l'Arabie saoudite a déboursé la coquette somme de cinquante milliards de dollars à titre de contribution à l'effort de guerre, dont dix sept milliards de dollars au titre de prime de débarquement sur le sol saoudien en prélude aux frappes anti-irakiennes... Autrement dit, la monarchie saoudienne aura débloqué cinquante milliards de dollars à l'Amérique pour l'autoriser à accentuer son emprise sur le Royaume et à camoufler la corruption régnante.

Le Général Khaled Ben Sultan, (57 ans), propre fils du ministre de la défense, abusivement auto proclamé commandant en chef de la coalition internationale anti-irakienne, alors qu'il n'était en réalité que l'interface saoudien du véritable commandant américain, le général Norman Schwarzkopf, a réussi, dans ces circonstances dramatiques pour son pays, le tour de force, de prélever près de trois milliards de dollars au titre de commissions sur les transactions sur l'équipement et le ravitaillement des troupes de la coalition estimée à l'époque à 500 000 soldats de 26 nationalités. Une telle ponction, exorbitante, et à certains égards indécente au regard des enjeux de l'époque et de la contribution réclamée par des tiers pour la défense du territoire national, aurait été passible partout ailleurs d'une comparution immédiate devant la cour martiale. Elle n'a donné lieu à aucun rappel à l'ordre familial, tout juste une discrète mise à l'écart provisoire de l'indélicat, qui s'est traduite pour l'exilé milliardaire de Londres par le rachat du journal « Al-Hayat ». Une prime à la prévarication en quelque sorte.

Ce Royaume des trois silences « ne pas parler, ne pas voir, ne pas entendre », avait affecté à sa magnificence les plumes les plus réputées du monde arabe, édifiant, en un temps record, et avec l'aide des capitales occidentales, un complexe multimédia, se hissant en l'espace d'une décennie au rang d'un géant de la communication, à l'égal des conglomérats occidentaux, dans une stratégie offensive dont le but non avoué était d'aseptiser les ondes de toute pollution anti-saoudienne, en vue de faire pièce à la contamination révolutionnaire dans la sphère musulmane préjudiciable à son leadership. Le plus grand marché de consommation du monde arabe avec des investissements publicitaires de l'ordre d'un milliard de dollars par an, (Chiffre de 1995), l'Arabie saoudite a favorisé la libéralisation du consommateur, au détriment du citoyen, et l'uniformisation de ses désirs et de ses repères institutionnels par la consommation. Avec des conséquences dramatiques sur sa démographie qui affiche le chiffre record de dix pour cent (10%) d'obèses et de diabétiques et un taux élevé de harcèlement sexuel de l'ordre de 68 pour cent parmi les couches cultivées de la population, dont 17,32 pour cent de nature incestueuse, et 20 pour cent sur les enfants.

Au delà de cette surcharge pondérale, l'empire médiatique saoudien, pour performant qu'il ait été, cachait toutefois de sérieuses lézardes. Le plus grand diffuseur de son et d'images de l'hémisphère sud s'est trouvé, de par son monopole de fait, son plus grand censeur. Signe patent de l'échec de la stratégie médiatique saoudienne se révèle dans le succès de ses jeunes concurrents, notamment la chaîne transfrontière du Qatar « Al-Jazira » et le quotidien pan arabe de Londres « Al-Qods al-Arabi », dont le prestige sous la direction du journaliste palestinien Abdel Bari Atwane, au sein de l'élite intellectuelle arabe, a surpassé de loin tous les médias pro saoudiens, tous vecteurs et toute périodicité confondus.

Fausse bonne idée donc que ce pacte de Quincy. En confortant la dynastie wahhabite dans son impunité et son faux sentiment de quiétude et de supériorité, il l'a hypothéqué politiquement. Conclu en février 1945 sur le croiseur US Quincy entre le président démocrate Franklin Roosevelt et le fondateur de la dynastie saoudienne, le Roi Abdel Aziz Al-Saoud, « [The Quincy Agreement](#) » est une parfaite illustration de l'alliance contre nature entre une puissance qui se veut la plus grande démocratie libérale du monde et une dynastie qui se revendique comme la plus rigoriste monarchie théocratique du monde. En contrepartie de la protection inconditionnelle de l'Arabie saoudite, considérée comme relevant des « intérêts vitaux » de l'Usamérique, les Wahhabites ont garanti le ravitaillement énergétique américain à prix compétitif.

Ce pacte a assuré la stabilité du ravitaillement énergétique mondiale et la prospérité économique occidentale, parfois au détriment des intérêts des autres producteurs, sans pour autant donner satisfaction aux revendications légitimes arabes notamment à propos de la question palestinienne, encore moins aux aspirations démocratiques des peuples arabes. En application de ce pacte, qui a donné lieu aux plus invraisemblables dérives, l'Amérique a assumé un rôle étymologiquement rétrograde, en négation avec les valeurs qu'elle professe, mais en conformité avec les souhaits de son protégé saoudien.

Parangon de la démocratie et du libéralisme dans le monde, elle s'est posée en « parrain » du royaume le plus hermétique de la planète, s'opposant aux expériences de modernisation et de démocratisation du tiers-

monde, comme ce fut le cas en Iran, en 1953, lors de la nationalisation des installations pétrolières par le dirigeant nationaliste Mohammad Mossadegh, en Egypte, en 1967, contre le chef de file du nationalisme arabe Gamal Abdel Nasser, ou encore dans le pré carré des puissances occidentales : l'Afrique et l'Amérique Latine.

Au paroxysme du conflit israélo-arabe alors qu'Israël entreprenait le détournement des eaux du Jourdain pour anticiper ses besoins hydrauliques futurs, l'Arabie se livrait à une opération de diversion en tentant de déstabiliser la jeune équipe baasiste de Syrie fraîchement parvenue au pouvoir en 1966. Les révélations d'un des conjurés, le Colonel Salim Hatoum, sur une contribution royale saoudienne de l'ordre d'un million de dollar à cette opération de déstabilisation de la Syrie, en pleine ébullition nationaliste consécutive au détournement des eaux du Jourdain, entraînera l'éviction de Saoud au profit de son frère cadet Fayçal au trône d'Arabie, sans que cette sanction ne mette un terme à ses pratiques.

Enivrée par sa promotion au rang de puissance régionale à la suite de la chute de la monarchie iranienne, le Royaume, récidiviste, fondera en 1979 avec la France, l'Egypte et le Maroc, le « Safari club », se donnant ainsi l'illusion de « jouer dans la cour des grands », non sur le champ de la confrontation israélo-arabe, mais à des milliers de kilomètres de là, non pour la récupération des Lieux Saints de l'Islam, mais pour le maintien au pouvoir d'un des dictateurs les plus corrompus de la planète le Zaïrois Mobutu, agent attiré des Américains dans la zone centrale de l'Afrique, en butte à la subversion interne.

Si le Royaume a brandi « l'arme du pétrole » en 1973 contre les pays occidentaux soutenant Israël en guerre contre l'Egypte et la Syrie, il n'a pour autant jamais privé les Etats-Unis, pourtant principal soutien de l'Etat Hébreu, du ravitaillement pétrolier nécessaire au corps expéditionnaire américain dans ses opérations de guerre contre le Vietnam du Nord communiste.

Mieux, dans les années 1980, au plus fort de la rivalité soviéto-américaine consécutive à la perte du Vietnam (1975) et de l'invasion soviétique en Afghanistan, l'Arabie saoudite apportera son soutien matériel et financier à la plus grande opération de déstabilisation d'un régime socialiste, situé au delà des océans, dans la lointaine Amérique latine, le Nicaragua du régime sandiniste de Daniel Ortega, dans l'unique souci de complaire à son complice étasunien. L'affaire des « contras », qui mettra en œuvre la plus grande opération de toxicomanie de masse de la communauté noire de Los Angeles à la faveur du trafic du Crack (drogue à charge démentielle), débouchera sur le plus grand scandale politico financier de l'ère Reagan (1980-1988), « l'Irangate » et le châtement de deux fusibles subalternes, un officier supérieur étasunien le lieutenant colonel Oliver North et un riche intermédiaire saoudien de renom Adnane Kashoogi, jeter en pâture pour calmer la vindicte populaire.

Afghanistan, Irak, Syrie..... des guerres meurtrières aux coûts faramineux de l'ordre de trois mille milliards de dollars, pour gommer toute trace de coopération souterraine saoudo américaine, aux points de percussion de la confrontation soviéto-usaméricaine au plus fort de la guerre froide ont entraîné la fin d'un monde unipolaire, le déclassement des Etats Unis d'Amérique au profit de la Chine au titre de première puissance économique du Monde et la fin de son unilatéralisme, plaçant du coup l'Arabie saoudite sur la défensive. Décidément le *Pacte de Quincy*, aura été une fausse bonne idée en ce que l'Arabie saoudite, ce royaume des ténèbres aura placé l'Islam en otage du wahhabisme.

René Naba

Paris, 23 janvier 2015

Pour aller plus loin « [L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres ou l'islam, otage du wahhabisme](#) »

René Naba. Editions Goliath, Novembre 2013



Le plus jeune Royaume parmi les grands décideurs de la planète, l'Arabie saoudite, se voulait un phare d'un monde marqué par la renaissance de la sphère musulmane, après quatorze siècles de léthargie ottomane et de sujétion coloniale.

Mais ce pays quasi centenaire, constamment gouverné par des gérontocrates depuis sa fondation en 1929, aura été l'incubateur absolu du djihadisme erratique dans toutes ses déclinaisons, Idiot utile de la stratégie atlantiste, destructeur des Bouddhas de Bamyan et des sanctuaires de Tombouctou, la meilleure justification à l'islamophobie occidentale.

Le meilleur alibi à l'impunité d'Israël et à sa sanctuarisation. Médine, Al Madina Al-Mounawara, la ville illuminée, sous-tend un royaume des ténèbres.

Copyright © 2015 Global Research